



# Pétition au futur gouvernement pour un virage de la politique climatique et énergétique du Luxembourg

Nous devons limiter le réchauffement mondial

en dessous de 2°C par rapport à l'époque préindustrielle et introduire le plus rapidement possible des mesures globales de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Faute de quoi, nous risquons de subir, au cours de ce siècle, des changements climatiques profonds et irréversibles, qui dépasseront les facultés d'adaptation de la société humaine ainsi que de la flore et de la faune. Par ailleurs, empêcher le réchauffement rapide de la planète est indispensable pour protéger les fondements nécessaires à la vie et préserver l'espace de vie de millions de personnes dans les régions les plus pauvres du monde. Sans une protection adéquate du climat, la justice mondiale et la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement resteront lettre morte.

Le Luxembourg est un des pays les plus riches au monde. Il ne pourra pas se soustraire plus longtemps à ses responsabilités sur le plan de la protection du climat. La protection du climat est certes une nécessité, mais c'est également une opportunité considérable pour notre société face à la crise économique et financière actuelle. C'est précisément en relevant le défi de la lutte contre le changement climatique que nous aidera à mettre en oeuvre de nouvelles pistes de développement économique pour nos sociétés industrielles: développer de nouveaux gisements d'emploi, garantir l'approvisionnement en énergie, ainsi qu'un système économique centré sur les besoins réels de l'humanité et sur la qualité de vie.

Le Luxembourg est parfaitement en mesure d'atteindre ses objectifs dans le domaine de la protection du climat. Ce qu'il nous faut c'est un virage de la politique climatique et énergétique!

## Pour ces raisons, nous, signataires, citoyennes et citoyens du Luxembourg, appelons le futur gouvernement à

- mettre en oeuvre les mesures nécessaires afin de réduire les émissions luxembourgeoises de gaz à effet de serre d'au minimum 30% d'ici 2020;
- prendre les mesures nécessaires pour protéger le climat sur son propre territoire, afin de réaliser cet objectif, et de refuser l'achat de crédits d'émission jusqu'à ce que la réduction des gaz à effet de serre de -30% puisse être garantie par des mesures domestiques et que les règles du commerce des droits d'émissions soient fondamentalement reformées et fonctionnent de manière transparente, sérieuse, durable et démocratique;
- créer des structures et des méthodes de travail au sein du gouvernement qui permettront de développer un programme d'actions ambitieux, d'y consacrer le budget nécessaire et de mettre en place des partenariats entre Etat, communes, entreprises, commerce, artisanat et ménages afin de garantir une mise en oeuvre cohérente et efficace d'une stratégie nationale pour la protection du climat;
- assumer la responsabilité historique et actuelle par rapport aux quantités extrêmement élevées de gaz à effet de serre que le Luxembourg émet et a émis dans l'atmosphère. Notamment, en soutenant les peuples les plus directement affectés par le changement climatique, entre autre dans le cadre du financement des mesures d'adaptation dans les pays en développement. Ces nouveaux engagements devront s'additionner à ceux déjà existants dans le fonds de l'Aide Publique au Développement;
- s'engager afin que la politique des pays industrialisés n'ait pas un impact négatif sur les pays en développement et la protection de l'environnement et du climat et la lutte contre la pauvreté soient placées au-dessus des intérêts du libre-échange non réglementé;
- accélérer la transformation durable de l'économie luxembourgeoise et de la place financière et encourager la création des emplois "verts" ("Green jobs");
- déclarer les secteurs de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et de l'approvisionnement décentralisé de l'énergie et des transports publics comme prioritaire;
- mettre en oeuvre des programmes d'action spécifiques afin de permettre aux personnes socialement défavorisées d'accéder et de participer aux mesures de protection de climat;
- s'engager dans le cadre des prochaines négociations sur la protection du climat à Copenhague en décembre 2009 et au-delà pour un accord mondial fort, ambitieux et équitable en matière de protection du climat.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_ Signature: \_\_\_\_\_



Une initiative de «Votum Klima»  
[WWW.KLIMAVOTUM.LU](http://WWW.KLIMAVOTUM.LU)

**Veillez renvoyer la pétition jusqu'au 7 juin à Greenpeace, BP 229, L-4003 Esch-sur-Alzette ■ Merci beaucoup pour votre soutien!**